

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SM Kerval Centre Armor Ti Valo

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Références : 2026.012
Code AIOT : 0005500309

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement SM Kerval Centre Armor Ti Valo implanté Rue du Boisillon Zone Industrielle des Chatelets 22440 Ploufragan. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a visé principalement la vérification de la mise en œuvre des mesures prises par l'exploitant suite à l'inspection du 13 mars 2024 et à l'arrêté de mise en demeure de respect des prescriptions notifié le 17 mai 2024. La visite a également porté, par sondage, sur la vérification du respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie dans les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement des déchets non dangereux). Le contrôle a notamment porté sur l'existence d'un plan de défense incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SM KERVAL CENTRE ARMOR TI VALO
- RUE DU BOISILLON Zone Industrielle des Chatelets 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005500309
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat KERVAL CENTRE ARMOR est autorisé à exploiter, par arrêté préfectoral cadre du 21 décembre 2015, un centre de tri des déchets et de préparation de combustibles solides de récupération, nommé TI VALO, implanté dans la zone d'activité des Châtelets sur la commune de Ploufragan. Dans le cadre d'un marché global de performance, l'exploitation et la maintenance du site sont déléguées, depuis le 1er janvier 2025, à l'opérateur SUEZ RV OUEST. Les activités du site relèvent de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, au titre de la rubrique 3532 (*valorisation de déchets non dangereux*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour du contrôle, le 20 novembre 2025, aucun entreposage de déchets n'a été constaté sur la plateforme extérieure du site. Post-inspection, un dépôt de déchets a été vu sur la plateforme extérieure dédiée à l'entreposage des végétaux. Les déchets stockés étaient des encombrants et ordures ménagères résiduelles issues de la collecte de l'agglomération de Saint-Brieuc. L'exploitant a indiqué que ce stockage a dû être réalisé dans le cadre des travaux relatifs à la protection incendie du bâtiment et, en particulier, dans le cadre des travaux de renforcement de la charpente supportant l'installation de sprinklage. L'exploitant a déclaré avoir été contraint de réaliser temporairement cet entreposage sur la plateforme extérieure à partir du vendredi 21 novembre 2025 afin de permettre aux entreprises extérieures de travailler en sécurité dans le bâtiment.

Il a été demandé à l'exploitant, post-inspection, de préciser les mesures compensatoires prises pour prévenir les risques d'incendie et gérer les eaux de ruissellement, ainsi que pour organiser le nettoyage et la surveillance des envols. L'exploitant a indiqué avoir pris les mesures suivantes :

- Stockage sur dalle étanche;
- Collecte et traitement des eaux de ruissellement dans un séparateur d'hydrocarbures puis réseau de lagunes;
- Reprise des déchets au fur et à mesure pour limiter le temps de séjour et les quantités stockées;
- Mise en place d'extincteurs à roue à proximité;
- Organisation de rondes;
- Éloignement du stockage du bâtiment;
- Ramassage des envols.

En complément, l'exploitant a fourni une analyse des rejets en sortie de lagune réalisée pendant une période de stockage d'ordures ménagères sur la plateforme extérieure. Les résultats montrent un respect des valeurs limites de rejets. Une prochaine campagne de mesure est prévue les 19 et 20 janvier 2026. Les résultats seront communiqués à l'inspection.

Il a été rappelé à l'exploitant l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas de modification des conditions d'exploiter et d'informer des mesures compensatoires prises pour limiter les risques pour l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | Plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|--|--------------------------|
| 1 | Moyens de lutte contre l'incendie | AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1er | Levée de mise en demeure |
| 2 | Entreposage des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.4 | Sans objet |
| 4 | Exercice de défense incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 | Sans objet |
| 5 | Détection et surveillance. | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3 | Sans objet |
| 6 | Rondes | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les mesures prises par l'exploitant suite à l'inspection du 13 mars 2024, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription. Suite au dossier de porter à connaissance transmis à l'administration le 3 avril 2025, des travaux d'amélioration de la sécurité incendie étaient en cours de finalisation le jour de la visite d'inspection. Certaines prescriptions, entrant en vigueur à compter du 1er janvier 2026 (et donc non applicables le jour de la visite), feront l'objet d'un contrôle ultérieur. A l'issue de la visite, il est demandé à l'exploitant de finaliser et compléter son plan de défense incendie en intégrant les améliorations liées à la sécurité incendie. Le plan de défense incendie devra être tenu à jour et mis à disposition des services d'incendie et de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1er |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Article 1er Le syndicat KERVAL CENTRE ARMOR, qui est autorisé à exploiter des installations de traitement de déchets (compostage de déchets et fabrication de combustible solide de récupération), et de transit et de tri de déchets non dangereux sur la commune de Ploufragan, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles suivants sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 susvisé ; |
| Constats : Lors de la visite du 13 mars 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que la lagune en eau (n°1) n'était pas équipée de colonnes d'aspiration et que la plateforme d'accès des véhicules des pompiers n'était pas stabilisée. Ce constat avait déjà fait l'objet d'une demande de mise en conformité lors de la visite du 14 septembre 2023. La visite du 20 novembre 2025 a permis de constater que les travaux pour stabiliser la plateforme d'accueil des engins de pompage ont bien été réalisés (terrassement, empierrement et compactage). L'exploitant a également déplacé les 2 colonnes d'aspiration (raccord de 100 mm) qui sont désormais positionnées et immergées dans le bassin en eau (lagune n°1). L'exploitant déclare que le SDIS a réceptionné l'installation lors d'une visite réalisée en 2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant la mise en place des colonnes d'aspiration immergées dans la lagune ainsi que les travaux de stabilisation de la plateforme d'accès pour les pompiers, l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux dispositions de son arrêté préfectoral et propose à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure de respect de prescription. L'inspection rappelle que, pour maintenir la disponibilité de la ressource en eau, une profondeur d'aspiration d'au minimum de 80 cm doit être maintenue, conformément aux dispositions de l'annexe 03 du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (Annexe 03 : <i>Recueil des équipements et des caractéristiques techniques des points d'eau incendie</i>). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Entreposage des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets |
| Prescription contrôlée : |

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté des entreposages de bois susceptibles de dépasser la hauteur maximale de 6 mètres fixée par l'arrêté ministériel. L'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place les moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks.

L'exploitant indique réaliser un suivi hebdomadaire de son tonnage de bois afin de gérer les volumes et hauteurs de stockage. Pour contrôler la hauteur des dépôts, une pige de 6 mètres a été mise à disposition du personnel. L'inspection a constaté que la zone de stockage du bois est délimitée par des méga-blocs en béton. Le jour de la visite, la hauteur maximale de stockage était inférieure à 6 mètres. L'exploitant indique être confronté à des apports élevés surtout en été et mettre en place les mesures de surveillance des stocks et de gestion des exutoires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection considère que l'exploitant est en conformité vis à vis du respect de la hauteur des déchets stockés. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant de veiller à maintenir les mesures de surveillance et de gestion de ses stocks et respecter strictement la hauteur maximale fixée par l'arrêté ministériel dans l'objectif de prévenir les risques d'incendie et garantir l'efficacité des moyens d'intervention en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

Une première ébauche de document comportant les éléments constitutifs du plan de défense incendie a été présentée à l'inspection. Le document nécessite d'être complété pour répondre complètement aux dispositions de l'arrêté ministériel et doit être actualisé pour tenir compte des travaux d'améliorations de la sécurité incendie qui sont en cours de réalisation (système de détection incendie et d'extinction, réserve incendie, sprinklage,...). Il est notamment attendu de compléter le schéma d'alarme et d'alerte avec les modalités d'accueil des services de secours en période ouvrée et non ouvrée. Les modalités de confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre doivent être précisées, en faisant figurer notamment l'emplacement de la vanne sur les plans des réseaux. Le plan de défense incendie doit être tenu à jour et mis à disposition des

| |
|--|
| services d'incendie et de secours |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Finaliser le plan de défense incendie en y intégrant au minimum tous les éléments figurant à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Transmettre le plan de défense aux services de secours et d'incendie et le mettre à disposition à l'entrée du site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Exercice de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres. |
| Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...] |
| Constats : L'exploitant utilise un logiciel pour la gestion et la traçabilité des actions relevant du domaine Qualité, Sécurité, Environnement. Il a été présenté à l'inspection un compte-rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie réalisé le 11/06/2025 (scénario : départ de feu dans l'escalier de la zone 2). Le compte-rendu montre qu'une analyse du retour d'expérience est réalisée suite à l'exercice. L'exploitant indique qu'un plan de formation est par ailleurs mis en œuvre et comprend les formations périodiques sur la prévention du risque incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection considère que l'exploitant est en conformité vis à vis de l'obligation de réaliser les exercices de défense contre l'incendie mais rappelle qu'un exercice de défense incendie doit permettre de tester les différentes composantes du plan de défense incendie : alerte, organisation de la première intervention, accueil des secours, confinement des eaux, etc. Il est |

attendu, dans le cadre d'un prochain exercice, de veiller à tester la mise en œuvre du plan de défense incendie et de procéder au retour d'expérience.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection et surveillance.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance.

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

Cette disposition est applicable à partir du 1er janvier 2026.

Conformément au dossier de porter-à-connaissance, déposé le 3 avril 2025, la visite a mis en évidence des travaux d'amélioration de la sécurité incendie en cours de réalisation. Au jour de la visite, l'inspection a constaté que le réseau de sprinklage a été installé dans les différentes zones des bâtiments abritant le process. Une réserve incendie (pour le sprinklage) d'un volume de 1900

| |
|--|
| <p>m³ a été implantée en partie nord-est du site, avec un local abritant le groupe motopompe. S'agissant de la détection incendie, l'exploitant met en place des caméras thermiques et caméras de surveillance de ses installations pour visualiser, à distance, les différentes zones et confirmer le départ d'un incendie le cas échéant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La disposition relative à la détection entre en vigueur au 1er janvier 2026 et n'était pas encore applicable à la date du contrôle. L'exploitant doit finaliser les travaux d'amélioration de la sécurité incendie conformément au dossier porter-à-connaissance puis actualiser le plan de défense incendie en cohérence avec les nouvelles dispositions prises pour la détection des incendies et la transmission automatique des alertes à la personne formée et désignée par l'exploitant. Un contrôle ultérieur sera réalisé après la date d'entrée en vigueur de cette disposition.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Rondes

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes.</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. |
| <p>Constats :</p> <p>La disposition contrôlée, entrée en vigueur au 1er janvier 2026, n'était pas applicable à la date du</p> |

contrôle. Au jour de la visite, l'organisation de ronde après la fermeture du site n'était pas encore mise en place. L'inspection rappelle que l'installation d'un dispositif de vidéo-surveillance ne peut se substituer à l'organisation de ronde physique par du personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A compter du 1er janvier 2026, il sera demandé à l'exploitant de définir une organisation permettant la réalisation d'une ronde physique dans l'ensemble des zones contenant des déchets combustibles à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation. Cette disposition sera contrôlée ultérieurement.

Un contrôle ultérieur sera réalisé après la date d'entrée en vigueur de cette disposition.

Type de suites proposées : Sans suite